Avec une population estimée à 800 000 individus et un PIB de 3,4 Md USD, le Guyana est la deuxième économie la plus pauvre des Caraïbes après Haïti. Avec un PIB par tête courant de 4 475 USD estimé par le FMI en 2016, il apparait au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. C’est une économie d’empreinte politique marxiste encore récente (la transition n’a été effective qu’au début des années 2000) et dont le processus de sortie de la pauvreté héritée de cette période est relativement lent. A l’issue d’une période globalement récessive dans la première moitié des années 2000, la conjugaison d’une annulation massive de dette souveraine en 2006 et du boom des cours des produits miniers extraits localement a permis au Guyana de connaître **une croissance moyenne de +4,6 % de 2005 à 2014.** En 2016, le pays se classait 127ème sur 188 au classement du PNUD avec un IDH de 0,638.

L’économie légale repose sur cinq produits et trois secteurs : les mines qui représentent 15 % du PIB en 2016 (or et bauxite), l’agriculture (riz, 6,9 % du PIB en 2016 ; sucre, 4,3 %) et la sylviculture (3,6 % du PIB). Les services représentent 65 % de l’activité. Le modeste secteur manufacturier (6,5 % du PIB) est dominé par la première transformation du riz et du sucre. Les coûts prohibitifs de l’électricité s’opposent au développement industriel.

En 2016, la croissance s’est établie à +3,3 % (après +3,1 % en 2015) portée par la hausse de la production d’or. Le FMI prévoit une croissance de +3,5 % en 2017, soutenue par la hausse des investissements publics, l’expansion du secteur extractif, et la reprise dans la production de riz.

En l’espace d’une année, **Exxon Mobil a découvert deux gisements de pétroles contenant 700 millions et 800 millions de barils**, ce qui est de bon augure pour le pays qui pourrait à moyen terme devenir le relais de croissance de la région caribéenne. **Un « décollage » économique spectaculaire est à prévoir à l’horizon 2020**, année lors de laquelle Exxon mettrait en opération l’exploitation des champs identifiés. Fruit d’un investissement de plus de 5 Md USD, cette extraction d’un pétrole brut léger dans l’offshore, une zone partiellement revendiquée par le Venezuela voisin, représentera 100 000 barils par jour dans un premier temps. Elle pourrait augmenter rapidement ensuite, en fonction des découvertes encore en cours de réalisation par Exxon et d’autres compagnies pétrolières importantes.

Le pays est sorti en octobre 2016 de la liste GAFI après avoir élaboré un cadre légal convaincant. Le Guyana assurera en 2018 pour un an la présidence tournante du GAFIC.